

# FO

LA FORCE SYNDICALE

# M TES

MINISTÈRE DE  
LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
ET SOLIDAIRE

# M CT

MINISTÈRE DE  
LA COHÉSION DES  
TERRITOIRES



# CCAS

Le 13 juillet 2017

## FOcus « Action sociale »

### Les cabinets des ministres adeptes de l'illusionnisme : « Avec moins de crédits...on en ferait plus !?! »

#### Rappel des épisodes précédents :

Un comité central d'action sociale du 13 juin qui devait se passer dans la quiétude...jusqu'à ce que FORCE OUVRIERE ne soulève quelques lièvres et provoque la fin prématurée de la séance (retrouvez ici notre [Express-inFO](#)), puis l'interpellation commune des ministres par l'ensemble des membres du CCAS débouchant sur une audience avec les cabinets de N. Hulot, J. Mézard et E. Borne le 11 juillet 2017.

Compte-rendu établi par  
la délégation du CCAS  
(consultable [ici](#))



#### Les positions portées auprès des cabinets par FORCE OUVRIERE au sein de la délégation du CCAS

Après toutes les ponctions diverses opérées, notre budget est d'environ 15,7 M€ auxquels il faudrait retrancher plus de 530 000 € de « surgel » annoncé ??

**FO dénonce ce « surgel » et exige des moyens à hauteurs des besoins exprimés à hauteur de 16 M€ au minimum.** Cette sanctuarisation n'a jamais été autant d'actualité compte tenu des réductions budgétaires annoncés ce jour (4.5 milliards d'euros pour le gouvernement !).

Notre ministère a connu ces dernières années des restructurations incessantes qui ont eu pour conséquences de fragiliser et désorienter bon nombre des agents. Alors oui nous vous le demandons : " **Ne touchez pas au budget d'action sociale!!**"



De plus, **le budget d'action sociale 2017 du M TES subit une double peine car il doit supporter environ 600 000 € de crédits 2016 non consommés.** Cette sous-consommation 2016 de crédits est imputable à l'administration centrale. FO dénonce cette sous-consommation d'autant plus que l'histoire a montré notamment en 2013 qu'il était tout à fait possible de consommer dans l'année la quasi-totalité des crédits délégués.

Force est de constater que des blocages budgétaires s'opèrent à ce jour au niveau des BOP et RUO pour notifier des crédits en temps et en heures alors qu'il existe des outils efficaces permettant d'assurer une transparence totale de l'utilisation des crédits sur l'ensemble de la chaîne !! **Ces notifications tardives ne permettent pas aux présidents de CLAS de gérer l'action sociale collective de proximité dans de bonnes conditions.**

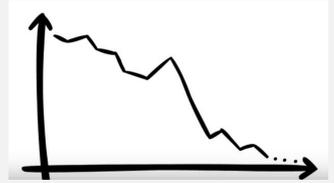
Pour FO il y a urgence à mener de l'action sociale dans les services ainsi que de la cohésion sociale. FO demande depuis plusieurs années **une sanctuarisation des crédits d'initiatives locales à hauteur de 1 million d'euros** soit environ 200 000 € de plus par année par rapport aux dépenses actuelles, une goutte d'eau par rapport au budget global !!

Et **comment accepter également une diminution de 280 000 euros des crédits affectés à la médecine de prévention** alors que nous savons que nous sommes en déficit de médecin de prévention et que les agents d'exploitation notamment sont soumis et exposés à des risques particuliers et des visites obligatoires ? Sujet évoqué à l'occasion du CHSCT-M du 12 juillet...

## Les positions portées auprès des cabinets par FORCE OUVRIERE au sein de la délégation du CCAS (suite...)

Ces baisses de crédits vont obligatoirement provoquer des difficultés pour les 41 000 agents de nos ministères. FO ne peut l'accepter :

- FO dénonce **toute restriction sur les dépenses de restauration** en observant que ces dernières sont en constantes augmentation depuis ces dernières années, représentant environ la moitié du budget
- FO dénonce **tout retard de paiement des subventions pour nos associations et le non-respect des conventions pluri-annuelles d'objectifs**
- FO dénonce **l'absence de versement des crédits d'investissement alloués au CGCV** par le ministère pour les centres de vacances de l'Etat. Nous vous rappelons que le CGCV fait partir 4800 enfants par année de 5 à 18 ans en toute sécurité. 2017 serait une année financière blanche pour continuer la mise aux normes des 4 centres de vacances de l'Etat. Sujets qui pourront être évoqués lors de l'audience obtenue par le Président du CGCV d'ici fin juillet.



FO dénonce par ailleurs tout manquement dans la gestion de l'action sociale de proximité de nos 135 présidents de CLAS **notamment sur le respect des textes en vigueur.**

FO s'oppose enfin **à tout versement dans le BOP 333** qui aboutirait à une dilution des crédits d'action sociale au sein des crédits de fonctionnement. FO demande le maintien des crédits ministériels fléchés sur le BOP 217 et dédiés aux 41 000 agents de nos ministères.

**FO le réaffirme ici : « la Balle est dans le camp de nos ministres!!! » et il y a urgence à apporter des inflexions !**

### A retenir des réponses apportées par les cabinets :

Le directeur adjoint de cabinet de Nicolas Hulot a confirmé l'importance de l'action sociale dans tous les ministères et notamment dans les nôtres et a rappelé que le budget par agent qui y est consacré n'a pas baissé (...).

→ **commentaire FO : les effectifs du ministère seront-ils demain ajustés en fonction des crédits disponibles pour l'action sociale ???**

Il a pris note des problèmes de terrain remontés par les représentants du CCAS et souligné l'importance pour tous les services et les acteurs de l'action sociale de consommer la totalité des crédits délégués, sans minimiser les problèmes de délégation tardive en fin d'année.

Il a insisté sur la volonté d'un impact moindre du surgel sur l'action sociale que sur les autres crédits ministériels mais de la nécessité d'un effort nécessaire pour ne pas engager tous les crédits prévus initialement, compte-tenu du contexte budgétaire et des engagements du Président de la République. Il a cependant précisé que les ministres veilleraient à ce que, si une marge de manoeuvre se dégage à l'automne, des délégations complémentaires puissent se faire en priorité sur l'action sociale ...

Le DRH a demandé que toutes les situations de blocage excessif dans les services concernant les crédits CIL ou les arbres de Noël lui soient signalées.

Retrouvez le compte-rendu de l'audience établi par la délégation du CCAS [ici](#).

**La délégation du CCAS a renouvelé son désaccord et demandé qu'une nouvelle rencontre ait lieu avant fin septembre pour un nouveau point budgétaire.**